



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES2007

Pays : Pays-Bas

Correspondant national

Nom Prénom : **SMIT Paul**

Profession :

Organisation : **Scientific Research and Documentation Centre**

E-mail : **p.r.smit@minjus.nl**

N° Téléphone : **31 (0) 70 370 65 61**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

16334210

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat / le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	408647000000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

32698

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

45800

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

Statistics Netherlands

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

774368000

7) Veuillez préciser

High Council for the Judiciary included

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	☒ Oui	510422164
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements,	☒ Oui	239945809

investissements, maintenance)

Budget public annuel alloué aux frais de justice	☒ Oui	4008757
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	☒ Oui	102558832
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	☐ Oui	
Budget public annuel alloué à la formation	☒ Oui	17307390
Autres (Veuillez préciser)	☒ Oui	15000000

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

2002: 682,004,000

2006: 774,368,000

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

☐ en matière pénale ?

☒ en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

170237000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

5411049000

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

344666748

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	156708691	187958057

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?☐ Oui☒ Non**16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)**

494335000

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?☐ Oui☒ Non**18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	☐	☐	☐	☐
Autre ministère	☐	☐	☐	☐
Parlement	☐	☒	☐	☐
Cour Suprême	☐	☐	☐	☐
Conseil Supérieur de la Magistrature	☒	☐	☒	☒
Tribunaux	☐	☐	☐	☐
Organisme d'inspection	☐	☐	☐	☐
Autre	☐	☐	☐	☐

19) Si autre ministère et / ou organisme d'inspection et / ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

Veuillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

Government Budget

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	☒	☒
Conseil juridique	☒	☒
Autres	☐	☒

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

Mediation

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

bailiff costs

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	414762
En matière pénale	153034
En matière autre que pénale	261728

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?		X	22400/yr
en matière autre que pénale ?		X	22400/yr

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- ☒ Oui
- ☐ Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- ☐ le tribunal ?
- ☒ une instance extérieure au tribunal ?
- ☐ une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Veillez préciser :
Policies sold by private insurance companies

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	☐	☒
en matière autre que pénale ?	☒	☐

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Question 26: there was no room for providing the asset test. It is 19698,- Euro

Question 26: There is no asset or income test for criminal cases when the defendant makes use of a lawyer provided to him.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

Q 24: Council for legal aid

Q 26: Legal aid law

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites / portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veuillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	☒ oui	wetten.overheid.nl
à la jurisprudence des hautes juridictions ?	☒ oui	www.rechtspraak.nl
à d'autres documents (par exemple formulaires) ?	☒ oui	www.rvr.org

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

The Public Prosecutor's office runs a website for victims of a crime, who want to be financially compensated for damages caused by the offender. The police also has instructions to point out this service to victims of crimes.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	☒	☒	☒	☐
Victimes du terrorisme	☒	☒	☒	☐
Enfants/Témoins/Victimes	☒	☒	☒	☐
Victimes de violence domestique	☒	☒	☒	☐
Minorités ethniques	☐	☒	☐	☐
Personnes handicapées	☐	☐	☐	☐
Délinquants mineurs	☐	☒	☒	☐
Autres	☐	☐	☐	☐

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

☒ Oui

☐ Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

☒ un dispositif public ?

☒ une décision du tribunal ?

☐ un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

There is a national fund for the compensation of damages which are the result of a violent crime, installed in 1976. Only damages caused by death and injury can be compensated to a maximum of 22.700 Euro for material damages and 9.100 Euro for immaterial damages. Average compensation for material damages was 1.222 Euro and for immaterial damages 2.027 Euro.

Source: www.schadefonds.nl

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- ☐ Oui
☒ Non

si oui, veuillez préciser :

From the CJIB, the agency responsible for collecting the compensation

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

If compensation from the offender is part of the sanction, the prosecutor takes care of the recovery of the money and the victim receives the money from the state.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez spécifier :

Victim (or actually, anyone with an interest in the case) can file a protest against the prosecutor's decision with a court of appeal.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- ☐ durée excessive de la procédure ?
- ☐ non exécution des décisions de justice?
- ☒ arrestation injustifiée ?
- ☒ condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

In general, there can be a compensation if a person has been in pre-trial detention but was dismissed or declared not guilty. Or if the guilty verdict was found out wrong afterwards. There is a standard tariff per diem, but the judge can decide otherwise.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

1. There is a regular national survey that contains indicators of national trust and satisfaction with the judiciary. (SCP - Sociaal Cultureel Planbureau)
2. Regular standardised customer satisfaction surveys according a model for quality management. Executed by PRISMA (www.prismaweb.nl)

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	☒	☐
Enquêtes au niveau des tribunaux	☒	☐

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

☒ Oui

☐ Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	☐	☐
Instance supérieure	☒	☒
Ministère de la Justice	☐	☐
Conseil supérieur de la magistrature	☐	☐
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	☐	☐

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

Occurs not much. 1 - 2 per year.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	19
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	2
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	52

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

1. Environmental issues (one court)
2. Acts of Industrial Organisations (one court)

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez spécifier :

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	52
un licenciement	52
un vol avec violence	19

Veuillez préciser ce qu’est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a

changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Veuillez indiquer les sources pour la question 45

Wet op de RO (Law on the organisation of the judiciary)

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

2072

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	about 900
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

5160

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours ☐ Oui

personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers ☐ Oui

personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) ☐ Oui

personnels techniques ☐ Oui

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

Annual report Council of the Judiciary

3. 1. 3. Procureurs**57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

675

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?☐ Oui☒ Non

Si oui, veuillez spécifier :

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

3575

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

Annual Report Board of Prosecutors General

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	☒	☒	☒	☒
Président du tribunal	☐	☐	☐	☐
Directeur administratif du tribunal	☐	☐	☐	☐
Greffier en chef	☐	☐	☐	☐
Autre	☐	☐	☐	☐

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

62) Pour l'assistance directe au travail du juge / du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	☒	☐	☐	☐
Base de données électronique pour la jurisprudence	☒	☐	☐	☐
Dossiers électroniques	☐	☐	☐	☒
E-mail	☒	☐	☐	☐
Connexion internet	☒	☐	☐	☐

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	☒	☐	☐	☐
Système d'information sur la gestion du tribunal	☒	☐	☐	☐
Système d'information financière	☒	☐	☐	☐

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	☐	☐	☐	☒
Site internet spécifique	☐	☐	☐	☒
Autres moyens de communication électronique	☒	☐	☐	☐

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Central Bureau of Statistics

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

☒ Oui

☐ Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

☒ le nombre de nouvelles affaires ?

☒ le nombre de décisions rendues ?

☒ le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?

☒ la durée des procédures (délais)?

☐ autre?

Veillez préciser:

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

☒ Oui

☐ Non

Veillez préciser

By measuring productivity in the Planning and Control cycle and by audits

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

☒ Oui

☐ Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

☐ Nouvelles affaires

☒ Durée des procédures (délais)

☒ Affaires terminées

☐ Affaires pendantes et stocks d'affaires

☐ Productivité des juges et des personnels des tribunaux

☒ Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique

☐ Exécution des décisions pénales

☐ Satisfaction du personnel des tribunaux

☐ Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

☒ Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux

☐ Coûts des procédures judiciaires

☐ Autre

Veillez préciser:

In general courts are financed on the base of cost price per (type of) case

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

☐ Oui

☒ Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

☒ Oui

☐ Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

☐ pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

☐ pouvoir législatif

☒ pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)

☐ autre

Veillez préciser

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

☒ le Conseil supérieur de la Magistrature

☐ le Ministère de la Justice

☐ un organe d'inspection

- ☐ la Cour Suprême
- ☐ un organe d'audit extérieur
- ☐ autre?

Autre, veuillez préciser :

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

Surveys among personel and clients, a complaint system etc.

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- ☒ en matière civile ?
- ☒ en matière pénale ?
- ☒ en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

☒ Oui

☐ Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

Planning and Control cycle, 3 visits a year

Audits, 1 per 5 years

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

By tracking individual cases

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

Veuillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

38

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

☒ Oui

☐ Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	0	0	0	0
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	0	0	0	0
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	0	0	0	0

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

No article 6/1 cases in 2006

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

☒ en matière civile ?

☐ en matière pénale ?

☒ en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

KORT GEDING by Court President
VOORLOPIGE VOORZIENING

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- ☐ en matière civile (petits litiges) ?
- ☒ en matière pénale (petites infractions) ?
- ☐ en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

WET MULDER Administrative handling of minor offences

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

Preliminary proceedings

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total				

d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)		1197690	1188670	
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*		950450	943590	
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*		101580	101580	
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives*		145660	143500	
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)			434950	
8 Affaires pénales (infractions graves)			156160	
9 Petites infractions		279440	278790	45660

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

2. non-litigious is not complete. Only cases from the 'kantongerechten'

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)		32930	32820	
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*		22770	23360	16580
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives		10160	9460	
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)			24740	13510
9 Petites infractions				

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);
(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*		507	446	
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	2133	6743	7043	1833
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)		3540	3079	
9 Petites infractions				

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces		33701	44690	
Licenciements		66295	65788	
Vols avec violence			3211	
Homicides volontaires				

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces			25		
Licenciements			80		
Vols avec violence					
Homicides volontaires					

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

The average is given for a) all family cases and b) for all civil cases where complainant actually appears before the court.

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- ☒ diriger ou superviser l'enquête policière
- ☒ faire des enquêtes
- ☒ quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- ☒ porter une accusation
- ☒ soumettre l'affaire au tribunal
- ☒ proposer une peine au juge
- ☒ faire appel
- ☒ superviser la procédure d'exécution
- ☒ classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- ☒ clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- ☐ autre attribution significative

Veuillez préciser:

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et / ou administratives ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
--	-------------------------	---	--	--	---	---

Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	267710		17812	16325	77861	150000
--	--------	--	-------	-------	-------	--------

- Vous pouvez indiquer ci-dessous :**
- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
 - **les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

Question 98 refers to crimes only (not misdemeanors or petty offences). The number charged before court is an estimate.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- ☐ Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- ☐ Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- ☒ Une combinaison des deux
- ☐ Autres

Si autres, veuillez préciser :

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☐ une instance composée seulement de juges ?
- ☐ une instance composée seulement de non juges
- ☒ une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

President of the Court

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

Assessment and selection

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- ☐ Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- ☐ Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- ☒ Une combinaison des deux
- ☐ Autres

Si autres, veuillez préciser :

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- ☐ une instance composée seulement de procureurs ?
- ☐ une instance composée de seulement de non procureurs?
- ☒ une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

The head of the organisational unit

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

Assessment and selection

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- ☒ Oui
☐ Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

- ☐ Oui
☒ Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?**Est-il renouvelable ?**

pour les juges

☐ oui, veuillez
préciser la
durée

pour les procureurs

☒ oui, veuillez
préciser la durée until age 65

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation**110) Nature de la formation des juges.****Est-elle obligatoire?**

- ☒ Formation initiale
☒ Formation continue générale
☐ Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)

- ☐ Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- ☐ Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	☐	☐	☒
Formation continue générale	☒	☐	☐
Formation continue pour des fonctions spécialisées	☐	☐	☐
Formation continue pour des fonctions spécifiques	☐	☐	☐
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☐	☐	☐

112) Nature de la formation des procureurs.
Est-elle obligatoire?

- ☒ Formation initiale
- ☒ Formation continue générale
- ☐ Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- ☐ Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- ☐ Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	☐	☐	☒
Formation continue générale	☒	☐	☐
Formation continue spécialisée	☐	☐	☐
Formation continue pour des fonctions spécifiques	☐	☐	☐
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☐	☐	☐

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	70000	40000
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	115000	60000
Procureur au début de sa carrière	85000	45000
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	115000	60000

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	☐	☐
Retraite spécifique	☐	☐
Logement de fonction	☐	☐
Autre avantage financier	☐	☐

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :**117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :**

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	☒	☒	☐
Recherche et publication	☒	☒	☐
Arbitrage	☒	☒	☐
Consultant	☒	☒	☐
Fonction culturelle	☒	☒	☐
Autre fonction	☒	☒	☐

118) Si autre fonction, veuillez préciser

Judges may have other professions with or without remuneration, provided these activities are made public. Some professions that could conflict with being a judge (mayor, lawyer etc.) are excluded.

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

Enseignement	☒	☒	☐
Recherche et publication	☒	☒	☐

Arbitrage	☒	☒	☐
Consultant	☒	☒	☐
Fonction culturelle	☒	☒	☐
Autre fonction	☒	☒	☐

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

Prosecutors may have other professions with or without remuneration, provided these activities are made public. Some professions that could conflict with being a prosecutor (mayor, lawyer etc.) are excluded.

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour la question 114

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et / ou les procureurs ? Veuillez préciser :

President of the court (judges) or head of the organisational unit (prosecutors)

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

President of the court (judges) or head of the organisational unit (prosecutors)

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	NA	NA
1. Faute déontologique	NA	NA
2. Délit pénal	NA	NA

3. Insuffisance professionnelle	NA	NA
4. Autre	NA	NA

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	NA	NA
1. Réprimande	NA	NA
2. Suspension	NA	NA
3. Révocation	NA	NA
4. Amende	NA	NA
5. Diminution de salaire temporaire	NA	NA
6. Rétrogradation de poste	NA	NA
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	NA	NA
8. Démission	NA	NA
9. Autre	NA	NA

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Disciplinary procedures for judges and prosecutors are possible, but hardly ever occur. Data are not available anyhow.

The authority of dismissal of judges lies exclusively with the Supreme Court. This hardly ever occurs (1 or 2 cases a year).

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

14955

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

☐ Oui

☒ Non

128) Nombre de conseillers juridiques

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

☒ Affaires civiles*

☒ Affaires pénales - Défendeur*

☒ Affaires pénales - Victime*

☐ Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

In civil cases in the lower courts and depending on the kind of case no obligatory representation by a lawyer exists. In criminal cases the accused can defend him/herself, but if he asks for a counsel to represent him/her, it should be a lawyer.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

☒ un barreau national ?

☐ un barreau régional ?

☒ un barreau local ?

Veuillez préciser :

Lawyers are member of both the local Bar and the national Bar. With regard to disciplinary proceedings the local Bar is responsible and the same for day-to-day

business. Both Bars have different responsibilities.

Veuillez indiquer la source pour la question 126

Netherlands Bar Association

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- ☒ oui
- ☐ Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations / à un certain niveau de diplôme / à certaines autorisations ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

If lawyers want to become member of an association specialized in a certain field, some requirements exist. But in The Netherlands everybody can practice every field of law without training/qualification or a specific diploma. An exception exists however for cases before the Highest Court (Hoge Raad) in civil cases. Only lawyers registered with the local Bar in The Hague are allowed to present cases to this court.

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- ☐ réglementés par la loi ?
- ☐ réglementés par le Barreau ?
- ☒ librement négociés ?

6. 2. Evaluation**6. 2. 1. Plaintes et sanctions****136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- ☒ le Barreau ?
- ☒ le législateur ?
- ☐ autre ?

Veuillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

In the very near future various core values will be incorporated in the Act of Advocates.

See for more information also:

<http://www.advocatenorde.nl/algemeen/organisatie/kwaliteitsstandaard.asp> (in Dutch only).

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- ☒ la prestation de l'avocat ?
- ☒ le montant des honoraires ?

Veuillez préciser :

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- ☐ le juge ?
- ☐ le ministère de la Justice ?
- ☒ une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The authority is the disciplinary (appeal) court existing of judges and lawyers.

140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:
Procédures disciplinaires initiées

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel				781

141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :
Types de sanctions prononcées

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel					697

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The numbers for Q 140 and 141 are totals. They reflect the average number over the period 2000 - 2006

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	☒	☐	☐	☐	☐
Affaires familiales (ex: divorces)	☒	☐	☐	☐	☐
Affaires administratives	☒	☐	☐	☐	☐
Licenciements	☒	☐	☐	☐	☐
Affaires pénales	☐	☐	☐	☐	☐

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez spécifier :

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

3917

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

les affaires civiles ?	☒ oui, nombre :	2300
les affaires familiales ?	☒ oui, nombre :	11000
les affaires administratives ?	☒ oui, nombre :	1000

les affaires de licenciements ?	☒ oui,	9000
	nombre :	
les affaires pénales ?	☐ oui,	
	nombre :	

Veillez indiquer la source pour la question 145

25421 cases in 2005. Dividing in categories are estimates.
Nederlands Mediation Instituut (not all mediators)

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

768

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- ☐ des juges ?
- ☒ des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- ☒ des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- ☐ d'autres agents d'exécutions ?

Veuillez préciser leur statut :

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- ☒ Oui
- ☐ Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- ☒ une instance nationale ?
- ☐ une instance régionale ?
- ☐ une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- ☒ Oui
- ☐ Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- ☒ réglementés par la loi ?
- ☒ librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

Royal Dutch Organisation of Court Bailiffs

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- ☒ une instance professionnelle ?
- ☒ le juge ?
- ☒ le ministère de la Justice ?
- ☐ le procureur ?
- ☐ autre ?

Veillez préciser :

There is a special disciplinary chamber within the Amsterdam court

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

Royal Dutch Organisation of Court Bailiffs

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

Ministry of Justice

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)

☐ absence de toute exécution ?

☐ non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?

☒ manque d'information ?

☐ durée excessive ?

☒ pratiques illégales ?

☐ supervision insuffisante ?

☒ coût excessif ?

☐ autre ?

Veuillez préciser:

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

☐ pour les affaires civiles ?

☐ pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

☐ entre 1 et 5 jours ?

☐ entre 6 et 10 jours ?

☐ entre 11 et 30 jours ?

☐ plus ?

Veuillez préciser :

No information available

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

Faute déontologique

☐ oui,
nombre :

Insuffisance professionnelle

☐ oui,
nombre :

Délit pénal

☐ oui,
nombre :

Autre

☐ oui,
nombre :

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	☐ oui, nombre :
Suspension	☐ oui, nombre :
Révocation	☐ oui, nombre :
Amende	☐ oui, nombre :
Autre	☐ oui, nombre :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

Prosecutor

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

The annual report of the CJIB (Centraal Justitieel Incasso Bureau) that collects the fines

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- ☒ Oui
- ☐ Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

privé (sans contrôle par une autorité publique)?	☐ oui, nombre :	
de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?	☒ oui, nombre :	1473
public ?	☐ oui, nombre :	
autre ?	☐ oui, nombre et précisez :	

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- ☐ dans le cadre de la procédure civile ?
- ☒ dans le domaine du conseil juridique ?
- ☒ pour authentifier les actes/certificats ?
- ☐ autre ?

Veillez préciser :

Veillez indiquer la source pour la question 166

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- ☒ Oui

☒ Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

☒ une instance professionnelle ?

☐ le juge ?

☒ le ministère de la Justice ?

☐ le procureur ?

☐ autre ?

Veuillez préciser :

Bureau Financieel Toezicht (Bureau of Financial Supervision)

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

One of the major changes is the possibility of the prosecution to give a real sanction to an offender for the majority of crimes. This is called the 'strafbeschikking'. Only if the defendant does not agree the case will go to court. Although in practice this will not be such a big change (the 'strafbeschikking' will be used for cases where a conditional disposal used to be given), in a legal sense it is quite different. Being a sanction, it is a formal declaration of being guilty.